

# AMÉLIORER L'ACCÈS À L'EAU POUR COUVRIR LES BESOINS ALIMENTAIRES DES PAYS ACP À L'HORIZON 2050

Publié par l'ACP-UE - Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)  
**Collaborateurs** : Fred Kalibwani (IWMI), André Vugayabagabo, Karen Hackshaw (CTA)  
 Edité par le CTA - Impression - Graphisme: [www.acg-bxl.be](http://www.acg-bxl.be)



## INTRODUCTION

Dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), de nombreux agriculteurs n'ont pas accès à un approvisionnement fiable en eau et ne disposent pas des compétences et des technologies nécessaires pour gérer les ressources en eau de manière efficace. A cela s'ajoutent les menaces causées par le changement climatique : les régions sèches deviennent encore plus sèches et les régions humides encore plus humides. Autant de signes inquiétants pour l'avenir qui évoquent la nécessité d'un profond changement. « Pour doubler les rendements agricoles, il faudra gérer de façon plus efficace nos ressources en eau et leur utilisation », a souligné David Molden, directeur général adjoint chargé de la recherche à l'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI).



*Michael Hailu, Directeur du CTA*

Le séminaire de 4 jours qui s'est tenu à Johannesburg en novembre 2010 lors d'une réunion intitulée *Pour une agriculture innovante et durable au service des générations futures*, coorganisée par le CTA et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), avait pour objectif de faire le point sur l'état des connaissances actuelles concernant les problèmes de pénurie d'eau et les mesures qui ont été mises en œuvre pour améliorer la gestion des ressources en eau dans l'agriculture des pays ACP. Les participants se sont posés la question de savoir comment recueillir et partager des informations et ont examiné les obstacles techniques et politiques à la mise en œuvre d'une gestion efficace et pérenne des ressources en eau.

Quatre groupes de travail ont concentré leurs efforts sur les thèmes suivants : stratégies d'adaptation au déficit en eau pour les communautés rurales vulnérables ; stockage de l'eau pour l'adaptation au changement climatique ; gouvernance et réforme du secteur de l'eau et distribution équitable des droits et accès à l'eau.

Il ressort des principales conclusions et recommandations de la réunion présentées ci-dessous, qu'en dépit des défis importants à relever, il existe de solides raisons d'être optimiste.

Organisé par le CTA en collaboration avec :



## CONTEXTE:

75 % des populations pauvres dans le monde vivent en milieu rural et dépendent de l'agriculture pour vivre. Chacun s'accorde aujourd'hui à reconnaître qu'une croissance rapide du secteur agricole constituerait une étape importante vers la réalisation de l'OMD1, qui est de réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim dans le monde d'ici 2015. L'agriculture est toutefois confrontée à un défi de taille : comment nourrir correctement la population mondiale, qui devrait passer de 6,5 à 9 milliards d'êtres humains en 2050, face aux pénuries d'eau et à la variabilité accrue du climat.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la production agricole mondiale doit augmenter de 70 % d'ici 2050 pour garantir la sécurité alimentaire de la planète. L'augmentation de la demande alimentaire fait peser une pression accrue sur les ressources en eau. La pénurie économique et physique de l'eau augmente la vulnérabilité des communautés (figure 1). Le changement climatique a des répercussions majeures sur l'agriculture – affectant de façon disproportionnée les pauvres et les groupes marginalisés qui dépendent de l'agriculture pour vivre et présentent fatalement les plus faibles capacités d'adaptation. Qui plus est, la gravité et la fréquence des inondations et des sécheresses ne cessent d'augmenter.

Il conviendra de proposer des pistes de réflexions stratégiques pour produire davantage de denrées alimentaires avec moins d'eau, en vue d'accroître les rendements malgré la variabilité accrue du climat. La mise en œuvre de politiques et de programmes d'investissements publics visant à faciliter l'accès à l'eau et notamment trouver des solutions aux problèmes de gestion des ressources permettra de garantir une sécurité alimentaire durable et de lutter contre la pauvreté. Le stockage de l'eau sera particulièrement important pour faire face à la variabilité

### Description globale de la pénurie de l'eau

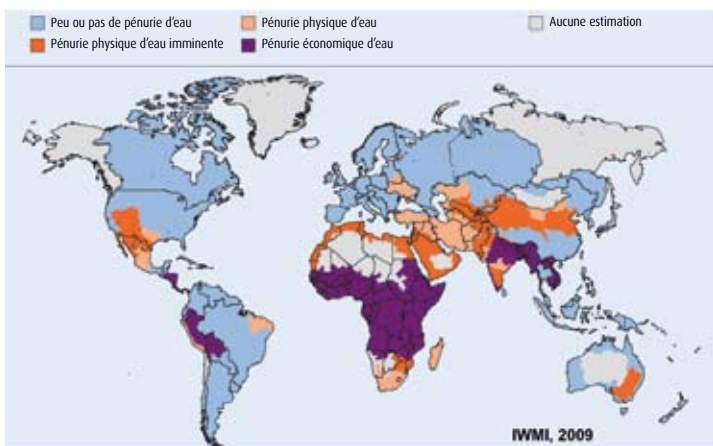


Figure 1: Les régions de pénuries physiques et économiques de l'eau  
Source: Evaluation globale de la gestion de l'eau en agriculture, 2007

accrue des précipitations. Toutefois, ces mesures doivent nous pousser à repenser notre vision du problème de l'eau et de l'alimentation, mais aussi nous inciter à une meilleure gouvernance de la ressource et à une gestion plus efficace des terres agricoles.

**Financer le développement agricole** – Aujourd'hui, chacun s'accorde sur la nécessité d'investir dans le développement agricole et d'entrer dans une nouvelle ère en matière de sécurité alimentaire. Les gouvernements africains se sont déjà engagés à consacrer 10 % de leurs budgets annuels à l'agriculture.

En 2009, les pays du G8 réunis à l'Aquila s'étaient engagés à mobiliser 20 milliards de dollars (14 milliards d'euros) sur trois ans pour accroître la capacité mondiale de production alimentaire et la Chine s'était elle-même engagée à verser 10 milliards de dollars (7 milliards d'euros) pour des projets de partenariats public-privé dans l'agriculture pour aider à atteindre les objectifs du PDDAA – le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine.

## SÉMINAIRE ANNUEL CTA 2010 - Gestion intégrée de l'eau pour une agriculture durable : réduisons l'écart des connaissances

Le CTA a organisé son séminaire annuel à Johannesburg, en Afrique du Sud, du 22 au 26 novembre 2010. Ce séminaire international a réuni plus de 150 experts en gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et autres domaines connexes – ONG, organisations de producteurs, communautés rurales, chercheurs, partenaires du développement, décideurs, organismes de financement, agences de développement gouvernementales, spécialistes en communication et représentants des médias provenant d'Afrique centrale, orientale, australe et occidentale, des Caraïbes et du Pacifique, ainsi que des institutions de l'Union européenne et des organisations régionales et internationales.

**Le séminaire s'est articulé autour des thématiques suivantes**

- Les stratégies visant à améliorer la productivité de l'eau agricole dans les régions touchées par une pénurie physique et économique d'eau, et l'identification des facteurs de changement susceptibles d'avoir un impact sur la disponibilité et l'utilisation de l'eau dans l'agriculture.
- Les systèmes de récupération et de gestion des eaux de pluie, et les défis associés à l'introduction des analyses coûts/bénéfices pour l'identification de solutions optimales de stockage de l'eau.
- La gouvernance de l'eau et la réforme du secteur de l'eau, en vue d'assurer une utilisation plus efficace, équitable et durable de la ressource par tous les utilisateurs.

L'objectif majeur de ce séminaire était d'amener les participants à examiner les investissements stratégiques et les axes prioritaires pour une meilleure gestion de l'eau agricole, en vue d'améliorer la productivité agricole dans la région, mais aussi de discuter des stratégies de développement de systèmes complets d'information et de soutien des connaissances dans le domaine de la gestion intégrée des ressources en eau, qui serviront d'outils d'aide à la décision en vue d'améliorer les politiques et d'augmenter les investissements dans les pays ACP.

RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS :

**A. Investir dans la gestion intégrée de l'eau en vue d'accroître la productivité agricole.**

Cette question est actuellement une des priorités de l'agenda politique. Les plans d'investissement doivent couvrir cinq domaines majeurs :



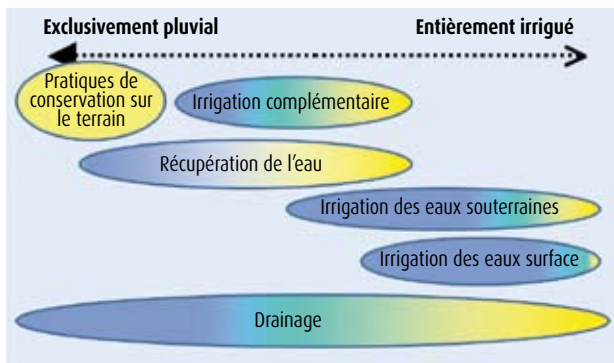


Figure 2: Une gamme d'options de gestion de l'eau agricole  
Source: Evaluation complète de gestion de l'eau agricole (IWMI, 2007)

1) la gestion de la ressource elle-même afin de répondre à la demande croissante ; 2) l'utilisation plus efficace et équitable des ressources en eau disponibles pour améliorer la productivité agricole ; 3) les investissements transsectoriels et complémentaires axés sur l'impact qui permettront de réduire simultanément la faim et la pauvreté, mais aussi de promouvoir le développement rural ; 4) les investissements intégrant les principaux facteurs de changement susceptibles d'avoir un impact sur la disponibilité et l'utilisation de l'eau pour l'agriculture ; et 5) le cadre politique et institutionnel qui facilitera la mise en œuvre de ces investissements. L'affectation de ressources d'investissement accrues aux projets d'irrigation à petite échelle – en particulier les systèmes d'irrigation pluviale à petite échelle – par opposition aux grands projets d'irrigation impose une refonte des politiques de développement. Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du NEPAD offre aujourd'hui un cadre de priorités consensuelles pour guider les plans nationaux d'investissement agricole, qui bénéficient d'un soutien massif des donateurs et des politiques en Afrique.

### B. Investir dans les systèmes de récupération d'eau de pluie

Le potentiel d'amélioration de la productivité réside dans le renforcement des systèmes pluviaux au niveau local et le développement des systèmes de récupération d'eau de pluie (stockage de surface et partiellement souterrain). Combinée avec différentes méthodes de

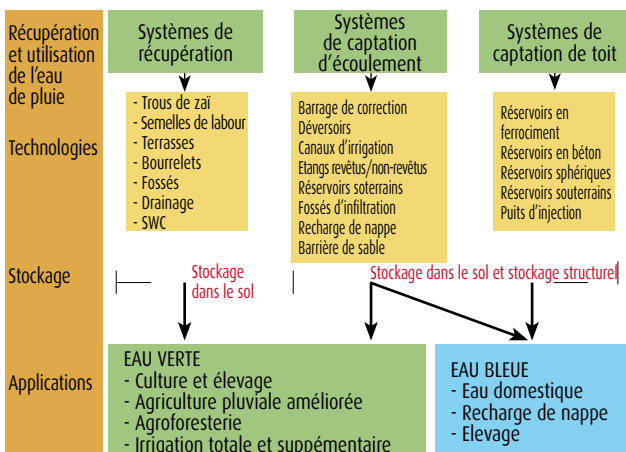


Figure 3: Les techniques prometteuses de récupération d'eau de pluie  
Source: Malesu, 2010

rétenion de l'humidité du sol et certaines pratiques agroforestières, la récupération d'eau de pluie constitue une piste très prometteuse pour améliorer la productivité agricole. Travailler au niveau des micro-bassins versants présente de réelles opportunités. La gestion intégrée des eaux de surface, des eaux souterraines et de l'humidité du sol permettent en effet d'améliorer durablement la productivité. Les eaux souterraines et l'humidité contenue dans le sol (ou eau verte) doivent également être considérées comme des solutions propices et pérennes. Il conviendra d'améliorer l'efficacité des technologies de micro-irrigation pour pallier aux dysfonctionnements de l'irrigation de surface. Un programme de formation complémentaire pour étudier les aspects socio-économiques associés, comme la tenue des livres comptables et la création d'associations d'usagers de l'eau agricole, devra également être mis en place pour accompagner les innovations technologiques.

### C. Améliorer la gouvernance du secteur de l'eau

La gestion de la ressource elle-même est essentielle pour pouvoir répondre à la demande croissante dans un environnement très concurrentiel. La mise en place d'entités juridiques et le renforcement des capacités au niveau local, où des décisions difficiles doivent parfois être prises, devront accompagner les efforts engagés pour améliorer la gestion de l'eau agricole. Il s'avérera également nécessaire d'harmoniser les cadres réglementaires sur le terrain, mais aussi de renforcer les capacités au niveau local pour s'assurer du suivi de leur mise en œuvre.

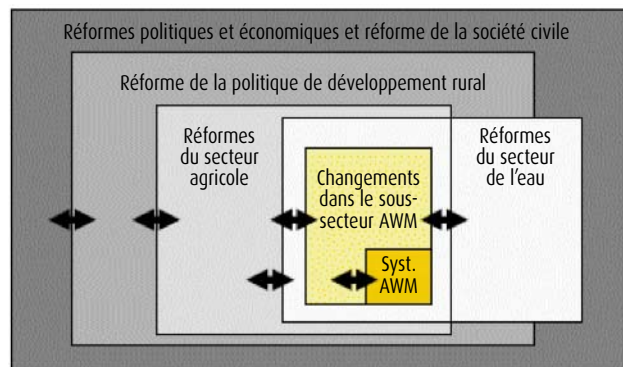


Figure 4: Une typologie des réformes liées à la réforme du secteur de l'eau.  
Source: Cleveringa, 2010

Le processus de la GIRE fonctionne de la même façon au niveau local qu'au niveau national. Au niveau local, il est néanmoins lié à des interventions et des décisions ayant des conséquences économiques directes pour les ménages. Pour participer pleinement au processus, les parties prenantes devront non seulement comprendre leurs rôles, mais aussi être adéquatement préparés à les assumer. Il faudra, à cet effet, alimenter et renforcer leurs capacités. Il conviendra d'opter pour un mode d'investissement qui réponde aux besoins contemporains des petits exploitants agricoles. Des mécanismes de partenariat public-privé devront être intégrés dans le système de gestion de l'eau agricole. L'implication des communautés locales peut dans une large mesure permettre d'améliorer la gestion des ressources en eau. Il sera également nécessaire d'examiner l'utilisation potentielle d'outils économiques permettant de mobiliser des ressources financières pour l'investissement et d'en garantir la durabilité (crédits eau verte, divers impôts et taxes, par exemple).



#### D. Assurer une distribution équitable des droits et accès à l'eau

Face à la demande croissante et concurrentielle, la distribution équitable des droits et accès à l'eau devient une source de conflits croissants parmi les utilisateurs. Il existe de nombreux conflits entre les exploitations agricoles commerciales à grande échelle, les utilisateurs industriels (agricoles ou autres) et les petits exploitants exclus d'une part, et entre les éleveurs transhumants et les agriculteurs sédentaires d'autre part. De plus, il existe une concurrence accrue entre usage domestique et usage agricole sur la ressource en eau au niveau des ménages. Les tensions liées à la question de l'accès à l'eau à usage productif pour les femmes suscitent également de vives inquiétudes. La diminution de la disponibilité et la variabilité croissante des ressources en eau face au changement climatique et l'accroissement démographique rapide ne font qu'aggraver les conflits existants et potentiels. Des problèmes structurels sous-jacents, tels que l'accès inégal à la terre, au capital et aux savoirs contribuent au partage inéquitable de l'eau. De nombreux exemples ont montré qu'une démarche de recherche-action sur ces processus de division contribuerait à la transformation et à l'unification des connaissances, susceptibles de générer des changements conséquents au sein des communautés. La communauté scientifique à elle seule ne peut instaurer un véritable dialogue au sein de la société. Il convient également d'affirmer l'importance qu'ont les ONG comme agents de changement dans le cadre de l'application de cette méthode d'intervention.

#### E. Renforcer les échanges de connaissances Sud-Sud à travers l'utilisation des systèmes GIC et SSC innovants

Des efforts supplémentaires devront être fournis pour améliorer la visibilité des innovations agricoles et des résultats de la recherche générés par les scientifiques et les entrepreneurs ACP, et les rendre plus accessibles au niveau international. Il s'agira notamment de créer des réseaux de connaissances et des communautés de pratique, de développer des activités de renforcement des capacités en tirant le meilleur profit des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Il faudra en outre créer un environnement propice à l'utilisation des TIC traditionnelles et plus modernes, comme les applications Web 2.0 et les réseaux sociaux.

Les stratégies visent les domaines d'intervention suivants : stimuler les flux de communication et d'information verticaux au sein des différentes communautés à travers, par exemple l'organisation des stages dans les exploitations agricoles ou le développement des services de vulgarisation pour les praticiens et les agriculteurs ; rechercher des technologies disponibles et transférables à travers des visites d'échange entre agriculteurs et autres parties prenantes ; et élaborer des projets de recherche-action régionaux adossés à des études de cas comparatives dans le but d'élargir et d'approfondir la compréhension des questions relatives à la gestion des ressources en eau. Les chercheurs devront identifier des mesures d'adaptation appropriées pour tenter de minimiser les effets de la variabilité



*Lauréats du concours photo « Choix des lecteurs » sur les hommes, l'eau et les TIC. De haut en bas : A. Joignerez, R. Rorandelli, D. Kahilu*  
climatique sur les systèmes de stockage de l'eau agricole. Il est fortement recommandé de définir des feuilles de route politiques pour s'assurer que les gouvernements nationaux ciblent des fonds d'investissement spécifiques destinés à mettre au point des systèmes GIC et SSC innovants pour améliorer la gestion de l'eau dans l'agriculture et ainsi accroître la productivité.

**Le séminaire était un des quatre événements qui ont eu lieu lors de la semaine du CTA/NPCA ayant pour thème « Pour une agriculture innovante et durable au service des générations futures ».**  
**Le séminaire annuel 2010 était organisé en collaboration avec le NPCA (l'agence de planification et de coordination du NEPAD).**



CTA,  
Postbus 380  
6700 AJ Wageningen  
Pays-Bas  
T: + 31 317 467 100  
F: + 31 317 460 067  
cta@cta.int - www.cta.int



NEPAD Planning and Coordinating Agency  
Agence de Planification et de Coordination du NEPAD

Le CTA est financé par  
l'Union européenne

